



SALLE DES AUDITIONS DE L'OPÉRA.

Exposition d'électricité 1881

La Saga du Minitel

Nos animaux politiques et médiatiques ont une forte propension à l'oubli, quand les discours sifflent au-dessus de nos têtes, il est bon de prendre le temps de la mémoire. Marie Marchand l'a fait pour nous, elle a su lier le travail de l'archiviste à la passion pour retracer l'histoire de la télématique française lors du débat « *Télématique et démocratie* » organisé le 19 janvier 1988 par le Centre d'information et d'initiative sur l'informatisation qui édite **TERMINAL**. C'est ce moment pris sur le vif que nous vous livrons.

Il est bon de se souvenir qu'en 1978, date à laquelle le Conseil des ministres décida de remplacer l'annuaire papier par l'annuaire électronique, la France — et cette donnée vaut jusqu'en 1981 — était le pays le plus sous-développé pour tout ce qui concerne l'équipement en outils de communication homme-machine. Nous étions le pays ayant le moins de magnétoscope, le moins de consoles de jeux, la moindre implantation télévisuelle, le moins de téléphones... Par rapport à l'ensemble des pays Européens, nous étions en quelque sorte sous-développés aux plans d'information et communication. C'est en 1980 que va se produire un « clash » absolument extraordinaire. Jusqu'à cette date il n'existe encore rien puisque Vélizy n'est pas encore ouvert, Vélizy qui réservera d'ailleurs ses possibilités aux organes de presse, de radio-diffusion et aux organes locaux dès lors qu'ils dépendent de collectivités locales, départementales, régionales, etc... Tous les autres sont tenus en dehors d'une expérience à laquelle ils ne sont pas conviés.

Qui a peur de la télématique ?

A cette époque, la presse se calme puisqu'elle a obtenu ce qu'elle voulait, à savoir un monopole de fait sur le nouveau média.

L'auteur appartient au S.P.E.S. (Service de la prospective et des études économiques de la D.G.T.).

Paradoxalement c'est à ce moment-là, alors que tout le monde pense que le plan télématique va pouvoir démarrer, que les parlementaires montent au créneau. Qu'ils soient de droite, de gauche, du centre ou d'ailleurs, on assiste à une alliance de tous contre le projet télématique dans la mesure où les fonds affectés à ce projet relèvent de ce budget annexe des PTT qui se trouve être très latéralement voté par l'Assemblée. Donc, ces parlementaires estiment alors qu'il y a un risque pour la démocratie et si vous lisez mon livre*, vous y trouverez relevées des phrases absolument mémorables qui montrent à quel point les passions étaient déclainées. Rien en effet, dans les attaques dirigées contre le nouveau média, ne relève du rationnel et, surtout, on sent monter derrière les éditoriaux vengeurs de tous les journaux de véritables angoisses :

— « *Qu'est-ce que ce nouveau média que d'autres vont peut-être s'approprier à notre détriment, quelle place va nous être laissée au sein de notre propre métier ?* »

C'est en fait sur les angoisses individuelles de chaque journaliste se croyant piégé par un média dont il ignore tout que s'érige le système de défense de la presse. C'est là que se place un phénomène très amusant pour la petite histoire des prises de décisions concernant les grands projets. Cela faisait déjà trois ans que la D.G.T. avait obtenu de haute lutte en 1975, un investissement de cent milliards de francs pour un projet à huit pans (téléco-

pie, satellite *Télécom I*, etc.) dont la télématique ne représentait qu'un seul parmi ces huit. Mais pour faire passer, à l'époque, ce projet et pour obtenir à présent la liberté d'intervenir dessus, elle avait été contrainte, pour mieux vendre la chose aux politiques, de présenter la télématique comme un objet à tout faire. La chose n'était pas tombée dans des oreilles de sourds : objet à tout faire, donc à faire notre métier, donc susceptible de nous réduire au chômage. Aussi, lorsqu'on aura réussi à régler le problème avec les parlementaires, rien ne sera pour autant débloqué dans la mesure où, sur Vélizy, personne ne veut venir, mis à part la vente par correspondance ou un certain nombre d'activités normalement accueillies sur un support de ce type.

Moi d'abord !

C'est à ce moment que la gauche arrive au pouvoir et invente cette chose hyper-originale qui s'appelle le volontariat. A partir du mois de mai 81, on décrète que ceux qui voudront encore un annuaire papier auront un annuaire papier et que ceux qui veulent un annuaire électronique auront un annuaire électronique et que la décision revient aux présidents des Conseils régionaux. Ce sont en effet eux qui vont inscrire leur région sur le calendrier d'ouverture du programme télématique. Il se passe d'ailleurs une chose absolument ravissante puisque quelques semaines après qu'une circulaire a demandé qui

était d'accord pour avoir ce service, le ministre, qui était donc socialiste, publia dans le bulletin du parti socialiste la carte de France de l'électronique et de la télématique où l'Auvergne apparaissait blanche et immaculée tel le bassin du Congo ; pas de date, rien du tout : les élus d'Auvergne avaient simplement oublié de répondre ! Peut-être n'étaient-ils pas accoutumés à une attitude plus démocratique que celle à laquelle ils avaient été habitués pour le téléphone ou peut-être n'y avaient-ils pas cru ; toujours est-il qu'ils n'y avaient pas répondu. Et c'est à partir de ce trou dans la carte de France que va se développer un phénomène complètement inverse : — « *La télématique ? Comment se fait-il qu'on n'en soit pas ? Ne veut-on pas nous la donner ? On nous la refuse ? On voudrait l'avoir plus tôt qu'il n'a été dit, pouvoir passer avant telle autre région...* ».

C'est donc à partir du moment où le pouvoir régional va décider en quelque sorte de sa date d'entrée en télématique que, d'un processus de déni, on va passer à un processus de désir.

Du hasard et de l'économie

Tout ceci se passe doucement et je précise d'ailleurs pour la gouverne de tout le monde que les résultats de l'expérience de Vélizy n'étaient ni meilleurs ni moins bons que ceux de toutes les expériences télématiques menées au même moment dans tous les pays d'Europe, de même qu'aux États-Unis. Ce qui revient à dire que si la décision de poursuivre ou de ne pas poursuivre dans la voie télématique avait été une décision raisonnée à partir des données de l'expérimentation, ou bien tous les pays européens auraient décidé de s'y lancer, ou bien tous y auraient renoncé. Or la raison qui a amené la Direction générale des télécommunications à tirer des conclusions positives d'un état de choses analysé négativement par les autres pays procède en fait du découplage de deux projets. Je ne sais pas bien où se loge la démocratie dans une affaire comme celle-là mais la D.G.T. s'était bien gardée de dire que le Minitel qu'on appelait alors *téléinformatique grand public*

— un nom de code ravissant et très vendeur, vous pouvez le constater — avait quelque chose à voir avec le terminal annuaire électronique. On avait même fabriqué deux terminaux différents : le minitel d'une part et un petit boîtier-clavier que l'on glissait à Vélizy sous le téléviseur. Ceci, de façon à bien montrer aux gens qui auraient été malintentionnés que tout cela n'avait rien à voir et que ces deux projets étaient totalement déconnectés.

C'est cette déconnection supposée qui a, en quelque sorte, permis de reprendre le flambeau face aux attaques de la presse et des parlementaires en s'appuyant sur les études économiques extrêmement sérieuses qui concluaient qu'à cinq ans de cette époque — c'est-à-dire en 1985 — il aurait été partout meilleur marché de distribuer gratuitement des terminaux d'annuaire électroniques que de continuer à éditer des bottins. Ceci a naturellement beaucoup compté dans la décision. C'est donc un miracle extraordinaire de constater en inaugurant en juillet 81 l'expérience de Vélizy et en 83 l'annuaire électronique que ces deux choses là sont en fait comme les deux doigts d'une même main et qu'un annuaire électronique et télématique grand public sont deux choses qui s'entrelacent. Ce point d'appui offert par l'annuaire électronique étant probablement ce qui a fait qu'en dépit d'une expérimentation, non pas désastreuse bien sûr, mais pour le moins très équivoque, une décision favorable a été prise en France et ne l'a pas été ailleurs. Nous sommes donc repartis sur un processus inversé et, pas question de demander aux gens leur avis en cette affaire, leur désir a désormais un peu droit de cité.

Démocratie versaillaise !

Interviennent à ce moment deux choses également tout à fait amusantes.

- La première est la télématisation à Versailles du sommet des pays industrialisés. Ce fut la première fois dans l'histoire de l'humanité moderne et démocratique — et la seule à ce jour — qu'un sommet se déroulait sans papier. Cela n'a en rien modifié le « *sentiment démocratique* » parmi les grands de ce monde, simplement, hors les copies d'écran elles-mêmes issues de l'électronique, aucune feuille n'a eu à circuler parmi les délégations. Or si le président de la République, à l'instigation de Jacques Attali et Jean-Louis Bianco, avait souhaité télématiser ce sommet, c'était dans un but bien différent du résultat obtenu. On pensait alors les nouvelles technologies comme une stratégie de sortie de crise — une théorie qui a fait long feu — et la réunion des délégations étrangères apparaissait comme idéale pour leur imposer la technologie française. Bien sûr, cela ne leur en a pas imposé du tout sauf qu'ils étaient tout de même un peu étonnés que ça marche. Ceci jusqu'au jour où la température a monté dans le palais. Vous savez comme moi que les machines électroniques ne font pas bon ménage avec la chaleur et tout le matériel est tombé en rade ! C'était le dernier jour et les américains qui ont un humour fou ont ironisé sur la « *high tech* » des « *high techs* » que représente... l'air conditionné !

La retombée réelle, étant donné que le sommet de Versailles fit l'objet de retransmissions télévisées extraordinairement nombreuses, fut l'entrée effective, par ce canal, de la télématique dans les foyers français. Les reportages montraient le Versailles télématisé à des gens qui, depuis trois ans, lisaient dans toute la presse : *un* ; que ça ne marcherait jamais, *deux* ; que c'était une vilennie, *trois* ; qu'ils allaient y perdre leur liberté, *quatre* ; qu'en tout état de cause, on se faisait rouler parce que les choix techniques retenus étaient les pires que l'on pût imaginer. Et voilà qu'ils voyaient sur leur poste de télévision, non seulement la télématique fonctionner mais aussi Monsieur Reagan récupérer des copies d'écran issues directement de *nos machines électroniques* ! Cela a fait énormément pour que la télématique française devienne aux yeux des Français quelque chose d'à peu près aimable. C'est d'ailleurs à partir de ce moment-là que l'on va voir se mettre en place ces briques, qui, en quelque sorte, redonnent droit de cité, dans le dispositif, à une certaine forme de démocratie. C'est d'abord un directeur général des

télécoms qui, parce qu'il est de l'Ardèche et qu'il sait que les zones à faible densité de population sont toujours défavorisées au niveau des communications, déclare qu'il n'y a aucune raison pour que, si on pianote sur Minitel à partir de l'Ardèche, cela coûte plus cher que si on le fait à partir de Paris. C'est donc le choix d'utiliser le réseau *Transpac*. Choix décidé pour faire du transport de données professionnelles, il fait en quelque sorte transiter l'ensemble du dispositif télématique par un réseau dont la tarification, indépendante de la distance, se calcule en fonction de la durée de la consultation et non du lieu à partir duquel on l'effectue.

Kiosque

- Seconde innovation qui réintroduit quelque élément de démocratie dans la vie politique c'est la naissance du kiosque. D'une manière prémonitoire par rapport à cette soirée, j'ai intitulé dans mon bouquin, « *Citizen Kiosque* » le chapitre que je lui consacre. Ceci parce que je trouvais qu'il y avait un quadruple jeu de mot assez amusant. D'abord parce que j'aime beaucoup Orson Welles. Ensuite parce que ce qu'il raconte précisément dans « *Citizen Kane* » est quelque chose de tout à fait intéressant par rapport à la liberté d'expression sur les médias. En troisième lieu parce que le choix du kiosque est effectivement un phénomène de citoyenneté, ceci pour trois raisons :

- * la première, comme je vous l'ai dit : tout le monde paie la même chose quel que soit le lieu d'appel en fonction de ce qu'il consomme.

- * la deuxième est que personne n'est condamné à décliner son identité et que l'anonymat est totalement préservé sur le dispositif. Chose qui rendait folle de joie la Commission nationale informatique et liberté qui se demandait comment elle allait bien pouvoir régler ce problème épineux des codes confidentiels d'accès, des labélisations des codes confidentiels d'accès, des micro-chips de vérification.

- * la troisième extrêmement importante étant que le kiosque permet ce qui constitue une première dans l'histoire de la communication : un



mélange de ce qu'on appelle des groupes fermés et des groupes non fermés d'abonnés. Sur tout autre système de communication, quel qu'il soit, ou bien vous êtes dans un cas de figure ou bien vous êtes dans l'autre.

De là ce fameux « *vide juridique* » dont souffrirait la télématique, dont souffre en tout cas drôlement les juristes et qui je pense, est précisément la cause de la réussite de la télématique en France. Pour la première fois dans notre histoire, on a laissé se faire les choses avant de légiférer alors que dans tous les autres cas de figure, on légifère d'abord. Pour ne rien faire ensuite du fait que le dispositif étant bouclé, il n'y a plus de place pour faire ! Ici donc, il s'est passé le phénomène inverse ; pour ne pas rester dans ce vide juridique, on a décidé de s'en remettre au droit de l'édition. Quand on aura vu fonctionner la télématique, quand on en aura analysé les particularités, on créera peut-être un droit de la télématique.

Ce vide juridique cache en fait une chose qui, au niveau de la démocratie, n'est point pour me déplaire et qui présente un double aspect.

Le premier, qui les rend malades, étant ce mélange inextricable de ce qu'on appelle *correspondance privée et de communication publique*. Pour la première fois dans l'histoire d'un média, les deux sont imbriquées de telle manière que l'on ne sait plus où commence l'une et où se termine l'autre.

Second aspect qui me semble extrêmement fort dans ce média et qui le singularise par rapport aux autres, c'est qu'il mélange de manière à la fois précise dans l'attribution des tâches et difficile à désarticuler : la *communication latérale et la communication horizontale*. Là aussi, on sait par cœur que la télévision, c'est de la communication de flot : on vous balance un flot et vous vous débrouillez avec. Vous avez le droit d'éteindre votre pose ou de changer de chaîne mais au total, vous n'intervenez pas sur son contenu. Vous ne pouvez pas fabriquer avec du flux et gérer ce flux. Alors qu'en télématique, vous quittez une culture de flot qui existe néanmoins dans le système

pour y trouver aussi une culture de flux. Et ces deux cultures, de flot et de flux, cohabitent à l'intérieur d'un même dispositif systémique.

Monorypoly

Communications latérale et horizontale cohabitent d'ailleurs si bien que le phénomène a trouvé sa parfaite illustration dans ce qui a constitué l'extraordinaire succès télématique sur lequel je conclurai d'ailleurs : le mouvement estudiantin de l'automne dernier. Je vous raconterai l'histoire comme elle m'a été contée par les gens qui, à *LIBE*, ont effectué la « *collusion* » avec la coordination étudiante pour monter le système. Ce devait donc être le vendredi 28 novembre au soir que *LIBE* reçoit un coup de téléphone. Anonyme bien sûr car quand on a à parler de télématique, on ne commence pas par décliner son identité sinon on ne jouerait pas véritablement le jeu en cause dans cette affaire.

— « *Je fais partie de la coordination étudiante et nous souhaiterions ouvrir un service télématique qui nous permette de gérer nos manifestations à trois niveaux :*

** celui des informations latérales que les membres de la coordination souhaitent échanger entre eux, donc de la correspondance privée ;*

** celui de la communication que nous souhaitons diffuser en direction du public relativement à notre mouvement. Communication publique donc ;*

** de ce que les gens peuvent penser de ce mouvement. Voie remontante de la télématique vers ceux qui en sont les éditeurs. »*

C'est ainsi que pendant dix jours, ce service a fonctionné avec des codes d'accès différents : le « *Vul-gum pecus* » dont je faisais partie tapait 3615+*LIBE*+*FAC* et pouvait jouer à un jeu fou qui s'appelait le *Monorypoly* qui vous indiquait si vous étiez un révolutionnaire confirmé ou simplement en herbe, ou bien si vous pouviez aller vous rhabiller et attendre la génération suivante pour espérer faire quelque chose de ce côté-là. Il y avait aussi un service absolument passionnant qui a recueilli jusqu'à trois mille messages, constitué justement par les messages



des « *gens de l'ombre* » qui avaient envie d'écrire sur un écran télématique pour que d'autres puissent les consulter et pour que, par ce système, la coordination estudiantine connaisse leurs avis, leurs impressions, leurs émotions. Il y avait enfin un aspect gestion de crise qui était très important puisque la coordination étudiante a été, grâce à ce système, maîtresse de ses manifestations, dix minutes par dix minutes puisqu'il suffisait de se placer dans une cabine publique pour appeler avec un code d'accès confidentiel le centre d'information de la coordination et dire par exemple : « *Tout se passe bien, on arrive rue Denfert-Rochereau, le mot d'ordre est celui-ci, ça marche comme ci, ça marche*

comme ça... ». Ce qui permettait à toutes les coordinations de savoir sur toutes les villes de France, dix minutes par dix minutes, comment se déroulaient les manifestations, quels étaient les événements qui se produisaient ou qui auraient pu se produire.

Flic-blues

Aussi considère-t-on aujourd'hui, en manière de boutade, que les deux organisations qui ont tiré le meilleur parti de la télématique sont donc le mouvement étudiant de l'automne 86 et... Action Directe. Les gens du ministère de l'Intérieur sont en effet aujourd'hui convaincus que lorsqu'il y a eu, à l'automne dernier, un certain nombre de piègages divers et autres opérations imputables à Action Directe, les communications entre membre du réseau s'effectuaient par le 36-15 sur une quelconque messagerie conviviale où l'on s'était donné rendez-vous à l'heure convenue et à l'abri de pseudonymes eux-mêmes convenus. En conversation privée sur une messagerie publique, donc. Sauf à mettre sur table d'écoute trois millions quatre cent mille Français, puisque tel serait le nombre de Minitels aujourd'hui disponibles, il n'y aurait pas moyen de repérer ces lieux de rencontre diffus et publics, en quelque sorte investis au profit d'une cause privée.

Tout ceci montre d'une certaine manière, bien que trop rapidement, quelle est la complexité du dispositif et pourquoi il ne faut pas s'en tenir à des analyses un peu sommaires. Ce n'est pas parce que ce terminal est simple, sommaire, imbécile, véritablement « *con* » qu'il ne contient aucune once d'aucune espèce d'intelligence, qu'il n'a pas la capacité, de par sa mise en réseau, d'organiser une communication différente de celles que l'on a l'habitude de voir.

** Outre un ouvrage assez technique « Les Paradis Informationnels », Masson, Marie Marchand est l'auteur récent d'un ouvrage grand public « La Grande Aventure du Minitel » Larousse.*